

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES**

ZAC de la Cobrelle  
Chavelot  
88155 Thaon-Les-Vosges

Références : - S-26-311RP  
Code AIOT : 0006202161

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES implanté ZAC de la Cobrelle 88150 Chavelot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative aux rejets aqueux et aux déclarations réglementaires GERE/GIDAF.

GERE : Déclaration annuelle des émissions polluantes et de la gestion des déchets.

GIDAF : Transmission des résultats de l'autosurveillance fréquente des rejets aqueux.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est constitué des textes suivants :

- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- l'arrêté préfectoral du 02 novembre 1998 d'autorisation de la Société MGE Transports et Auxiliaires ;
- l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MGE TRANSPORTS ET AUXILIAIRES
- ZAC de la Cobrelle 88150 Chavelot
- Code AIOT : 0006202161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MGE Transports et Auxiliaires exploite un site situé à Chavelot, dont la partie lavage de citernes est soumise à autorisation. Les installations sont également régies par l'arrêté préfectoral n° 2690/98 du 02 novembre 1998.

Les activités principales du site comprennent le stockage et le transit de matériaux divers (polymères, papiers, plastiques, bois, cartons), ainsi que la maintenance et l'entretien de véhicules à moteur.

Les rejets aqueux de l'installation sont dirigés vers la Moselle.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Autosurveillance - valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2.10	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Périodicité de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2.13.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Entretien et suivi des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors du contrôle effectué par l'Inspection des installations classées mettent en évidence les points suivants :

- des dépassements significatifs des Valeurs Limites d'Emission (VLE) ont été observés pour les rejets aqueux, en particulier pour le phosphore total, avec des concentrations et flux systématiquement supérieurs à deux fois les VLE applicables ;
- le dispositif de traitement existant ne permet pas un abattement efficace de la charge en phosphore; il se limite à un prétraitement par décantation et homogénéisation avant évacuation vers le milieu naturel.

Des mesures correctives sont attendues de l'exploitant afin de remédier aux dépassements récurrents des valeurs limites applicables aux rejets aqueux. Il est notamment attendu qu'une étude soit menée pour identifier des solutions complémentaires permettant de garantir le respect des VLE, telles que le raccordement au réseau d'assainissement collectif.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réalisation de la déclaration GERP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERP
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b> La déclaration GERP 2025, relative aux données d'émissions polluantes pour l'année 2024, a bien été complétée le 27 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Complétude de la déclaration GEREP

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

**Thème(s) :** Actions régionales, Déclaration GEREP

### **Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de « traitement en milieu terrestre » ou « d'injection en profondeur » énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;
- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
- la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;
- les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. [...]

**Constats :**

L'exploitant a déclaré, pour l'année 2024, une quantité annuelle émise de 9,32 kg/an pour le paramètre « Fer et ses composés (Fe) », ce qui correspond à une augmentation de 8 373 % par rapport aux données déclarées en 2023.

À partir des données disponibles sur l'application GIDAF pour l'année 2024, l'inspection a calculé la moyenne journalière des rejets pour ce paramètre, qui s'établit à 0,0032 kg/j. En extrapolant cette valeur sur une activité annuelle complète de 365 jours, le rejet annuel estimé s'élève à environ 1,17 kg/an, soit nettement inférieur à la quantité déclarée par l'exploitant.

La campagne de déclaration 2025 étant désormais clôturée et les données saisies ne pouvant plus être modifiées, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance de vérifier avec soin les modalités de calcul et de déclaration lors de la campagne 2026, afin de garantir la fiabilité des informations transmises.

La déclaration des quantités de déchets dangereux apparaît cohérente avec les données issues de Trackdéchets.

Par ailleurs, l'ensemble des autres informations déclarées ne fait apparaître aucune incohérence particulière et n'appelle, à ce stade, pas d'observation spécifique de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Autosurveillance - valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2.10		
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet de l'effluent résiduaire issu des opérations de nettoyage intérieur des citernes - ou <b>Rejet A</b> - présentera les caractéristiques maximales suivantes :		
Paramètres	Concentration (mg/L)	Flux (kg/j)
<b>Demande Chimique en Oxygène brute (DCO brute)</b>	120	8
<b>Matières En Suspension (MES)</b>	40	2,5
<b>Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours (DBO5)</b>	30	2
<b>Phosphore total (Pt)</b>	2	0,1
<b>Azote Kjeldahl (NTK)</b>	30	2
<b>Hydrocarbures totaux (HC totaux)</b>	2	0,2
<b>Fer (Fe)</b>	5	0,3
<b>Aluminium (Al)</b>	5	0,3
<b>Débit</b>	65 m <sup>3</sup> /j	
<b>pH</b>	5,5 à 8,5	
<b>Température</b>	< 30 °C et n'entraînant pas d'augmentation de plus de 3 °C des eaux réceptrices	
Par ailleurs, l'effluent doit respecter les concentrations maximales ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fluor et composés (en F) : 15 mg/L ;</li> <li>• Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 0,05 mg/L ;</li> <li>• Naphtalène : 1,5 mg/L ;</li> <li>• Benzène : 1,5 mg/L ;</li> <li>• Toluène : 4 mg/L ;</li> <li>• Xylène : 4 mg/L.</li> </ul>		

**Constats :**

L'analyse des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux transmis pour l'année 2025 met en évidence plusieurs non-conformités au regard des Valeurs Limites d'Emission (VLE) applicables.

Le paramètre DCO est suivi quotidiennement. Les paramètres MES, fer et aluminium sont suivis hebdomadairement. Les paramètres DBO5, phosphore total, azote global et hydrocarbures totaux sont suivis mensuellement.

Dépassements constatés :

**DCO (Demande Chimique en Oxygène) :**

- Mars 2025 : 10 dépassements sur 21 mesures (soit 48 % de la série de mesures) ;
- Mai 2025 : 13 dépassements sur 19 mesures (soit 68 % de la série de mesures) ;
- Août 2025 : 15 dépassements sur 20 mesures (soit 75 % de la série de mesures), dont 6 dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission ;
- Septembre 2025 : 16 dépassements sur 22 mesures (soit 73 % de la série de mesures) ;
- Novembre 2025 : 15 dépassements sur 19 mesures (soit 79 % de la série de mesures).

**MES (Matières En Suspension) :**

- Mars 2025 : 2 dépassements ;
- Mai 2025 : 1 dépassement ;
- Août 2025 : 3 dépassements (dont 1 dépassement supérieur à deux fois la valeur limite d'émission) ;
- Septembre 2025 : 2 dépassements (dont 1 dépassement supérieur à deux fois la valeur limite d'émission) ;
- Novembre 2025 : 2 dépassements (dont 1 dépassement supérieur à deux fois la valeur limite d'émission).

Toutefois, pour ces deux paramètres (DCO et MES), les VLE exprimées en flux ne sont pas dépassées sur la période considérée.

**Phosphore total :**

Des non-conformités sont constatées à la fois sur les VLE en concentration et sur les VLE en flux.

Les 12 mesures réalisées sur l'année 2025 sont toutes non conformes. Les concentrations mesurées ainsi que les flux associés sont systématiquement supérieurs à deux fois les valeurs limites applicables.

Des pics de concentration supérieurs à 200 mg/L ont notamment été relevés à trois reprises, alors que la VLE applicable est fixée à 2 mg/L.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois



#### N° 4 : Périodicité de l'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/1998, article 1.2.13.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant procédera à des analyses des effluents au rejet, réalisées sur des échantillons représentatifs de la période considérée, au moins aux fréquences et sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• débit : le débit sera mesuré et enregistré en continu, relevé quotidiennement et les résultats consignés sur un registre ;</li> <li>• pH : le pH sera contrôlé et enregistré en continu ;</li> <li>• MES : une fois par semaine ;</li> <li>• DCO effluent non décanté (DCO<sub>eb</sub>) : une fois par jour ;</li> <li>• DBO<sub>5</sub> effluent non décanté (DBO<sub>5eb</sub>) : une fois par mois ;</li> <li>• P total, Ntotal, hydrocarbures totaux : une fois par mois ;</li> <li>• Fe, Al : une fois par semaine.</li> </ul> <p>Tous les quatre mois au minimum, il sera procédé par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement pour certains types d'analyses d'eaux au prélèvement sur l'effluent d'un échantillon moyen représentatif constitué sur une période minimale de vingt-quatre heures et analysé suivant les méthodes normalisées (notamment celles indiquées au paragraphe 1.2.10.1 ci-dessus) sur les paramètres suivants : MES, DCO eb, DBO<sub>5</sub>, P total, NTK, nitrates, nitrites, hydrocarbures totaux, Fe, Al, F, AOX, HAP, naphtalène, benzène, toluène, xylène.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse des résultats d'autosurveillance pour l'année 2025, issus des déclarations GIDAF, révèle que certains paramètres du programme d'autosurveillance en vigueur n'avaient pas été renseignés dans les déclarations examinées. Il s'agit des paramètres suivants : fluor, HAP, naphtalène, benzène, toluène et xylènes, pour les déclarations de janvier, avril, juillet, octobre et décembre.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé que les analyses correspondantes avaient bien été réalisées conformément aux contrôles réglementaires. Néanmoins, en l'absence de saisie sur la plateforme GIDAF, ces déclarations ont été invalidées afin de permettre à l'exploitant de procéder à une saisie complète et conforme des résultats.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de ressaisir les analyses réalisées dans les déclarations concernées, afin d'assurer la conformité de ses déclarations avec le programme de surveillance réglementaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Entretien et suivi des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que le dispositif de traitement existant n'est pas adapté pour garantir le respect des valeurs limites d'émission applicables à l'installation, en particulier pour la charge en phosphore. Les prescriptions concernant les valeurs limites des rejets aqueux actuellement en vigueur, issues de l'arrêté d'autorisation initial, apparaissent peu cohérentes avec l'activité réellement exercée sur le site à ce jour.</p> <p>À la suite du rachat d'une entreprise spécialisée dans le lavage de citernes, l'exploitant a restructuré ses activités. Une part significative des opérations est désormais réalisée sur le site racheté, tandis que l'installation inspectée ne traite plus qu'un nombre limité d'opérations de manière discontinue. Le dispositif de traitement a dû être modifié, car il ne peut plus assurer un traitement biologique efficace, compte tenu des faibles quantités traitées et des fortes variations de charges et de débits.</p> <p>Les effluents ne bénéficient ainsi que d'un prétraitement par décantation et homogénéisation dans des bassins avant d'être évacués vers le milieu naturel par pompage, selon un fonctionnement par bâchée. Cette configuration ne permet pas d'abattre significativement la charge en phosphore.</p> <p>Dans ce contexte, l'inspection recommande d'étudier des solutions complémentaires pour assurer le respect des valeurs limites d'émission, notamment la possibilité d'un raccordement au réseau d'assainissement collectif auprès de la communauté de communes compétente.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit étudier et mettre en œuvre des solutions complémentaires visant à garantir le respect des valeurs limites d'émission, en envisageant notamment un raccordement au réseau d'assainissement collectif ou l'installation de dispositifs de traitement supplémentaires adaptés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois